

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Chronologie de la crise financière 2007-2008

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 9 octobre 2008

Démocratie & Socialisme

- ▶ **2001** : éclatement de la bulle des « nouvelles technologiques »
- ▶ **2002-2006** : gonflement de la bulle immobilière

Les capitaux fuient le secteur des nouvelles technologies et cherchent un nouveau débouché qui offre la même rentabilité. Ils précipitent ainsi le gonflement de la bulle immobilière.

Dans l'euphorie d'une hausse continue des prix de l'immobilier, des crédits sont accordés aux salariés pauvres américains (les prêts « subprime »).

Ces prêts sont garantis par une hypothèque mais le système ne peut fonctionner que si les taux des prêts restent bas et si la valeur des immeubles augmentent en continue, garantissant le capital et les intérêts de ces prêts.

Les organismes de crédits ne conservent pas les créances liées à ces prêts dans leur bilan : ils « titrisent » ces créances. C'est-à-dire qu'ils regroupent ces créances avec d'autres sur des instruments financiers tels que le CDO (Collateralized Debt Obligation) qui sont mis en vente sur les marchés financiers. Mêlés à d'autres créances, les prêts « subprime » se retrouvent donc rapidement dans les moindres SICAV de « bon père de famille ».

La plupart des banques qui ont achetés ces produits financiers ignorent (ou veulent ignorer) leur contenu. L'important c'est qu'ils soient rentables ! Au total, ces termites envahissent la charpente de la plupart des banques sans qu'il soit (globalement) possible d'en évaluer le montant.

- ▶ **2006** : le taux directeur de la Réserve fédérale américaine atteint 5,75 %

En 3 ans, ce taux est passé de 2 % à 5,75 %. Or, les prêts « subprime » sont le plus souvent à taux variables et indexés sur ce taux.

Des emprunteurs, de plus en plus nombreux, ne peuvent plus payer leurs échéances. Leur logement sont vendus aux enchères et entraîne la baisse des prix de l'immobilier et donc de la valeur des hypothèques.

Entre 2004 et 2007, 1,2 millions d'Américains sont chassés de leur logement.

- ▶ **Juillet 2007** : la chute des organismes de prêts hypothécaires

Les organismes de prêts hypothécaires à risque (tel l'American Home Mortgage) sont les premiers touchés par l'augmentation rapide des non remboursements de prêts « supprime ». La banque d'affaires américaine Bear Stearns doit fermer deux fonds spécialisés dans ce type de crédit. BNP Paribas suspend la valeur liquidative de trois de ses fonds qui venaient de perdre plus de 20 % en moins d'une semaine.

Vendredi 10 août 2007, tout s'accélère

Les banques se méfient des unes des autres (à quel point leur charpente est-elle infesté par les termites des « supprime ») et ne se prêtent plus d'argent qu'avec une extrême réticence et à des taux très élevés.

Les banques centrales (la Réserve Fédérale américaine, la Banque Centrale Européenne, la Banque du Japon, la Banque d'Angleterre) interviennent massivement et mettent à la disposition des établissements bancaires (sous forme de prêt) plus de 400 milliards d'euros de liquidités (en dollars, livres, euros ou yens).

Les craintes des marchés s'étendent alors à toutes les opérations de crédit. La valeur des actions des fonds engagés dans le crédit immobilier (même s'il ne s'agit pas de « subprime » mais de prêt à des emprunteurs solvables) s'effondrent. Les valeurs des actions des groupes bancaires font de même.

Pour compenser leurs pertes sur ces marchés, les grands investisseurs se sont mis à vendre des actions qu'ils détenaient dans d'autres compartiments du marché financier. Ces ventes entraînent une baisse générale des cours boursiers. La panique commence à s'emparer des marchés financiers et ces baisses font boule de neige.

La crise monétaire est devenue une crise boursière qui, partie de Wall Street, n'épargne ni l'Europe ni l'Asie du Sud-est.

Sarkozy clame haut et fort sa volonté de « réguler les marchés financiers ».

► **Octobre 2007** : les indices boursiers repartent à la hausse

Les chantres du libéralisme crient « victoire ». Selon eux, le marché a triomphé une nouvelle fois, la crise est terminée.

► **Hiver 2007-2008** : les dominos continuent à tomber

Les banques continuent à être aussi soupçonneuses dans l'octroi de prêts à d'autres banques.

Les faillites se multiplient. La Northern Rock est nationalisée par le gouvernement travailliste. Les géants américains Merrill Lynch et Citigroup font appel à des fonds souverains (propriétés de l'Etat du Koweït ou de celui d'Abu Dhabi) pour renforcer leur capital social. Bear Stearns est racheté par JP Morgan.

L'affaire de la Société Générale et de son trader (Jérôme Kerviel) secoue le système bancaire français.

► **Septembre 2008** : la crise repart de plus belle obligeant les Etats à racheter des banques

Les États ne se contentent plus, comme en 2007, de prêter de l'argent. Maintenant, ils rachètent les banques pour éviter leur faillite.

Après la nationalisation de Northern Rock par le gouvernement britannique, l'Etat fédéral américain nationalise, de fait, deux énormes institutions financières, Fannie Mae et Freddie Mac, pour un montant de 200 milliards de dollars. Il est vrai que ces deux organismes garantissent près de la moitié des 12 000 milliards de dollars de crédits immobiliers aux Etats-Unis et qu'à eux deux, ils ont perdu 14 milliards de dollars au cours des quatre derniers trimestres. Ce même Etat se refuse à sauver la banque d'affaires Lehman Brothers qui fait faillite. Il a fait le choix de nationaliser, toujours de fait, le gant de l'Assurance (AIG) en déboursant 85 milliards de dollars.

Le Benelux nationalise partiellement Fortis. Les gouvernements belge, français et luxembourgeois injectent 6,4

milliards d'euros pour sauver la banque franco-belge Dexia. Le gouvernement français déboursa 3 milliards d'euros (1 milliard directement et 2 milliard par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignation, organisme public). L'Etat allemand garantit 26,5 milliards d'euros pour sauver Hypo Real Estate, établissement spécialisée dans le financement immobilier et très engagées auprès de Lehman Brothers. Le consortium de banques privées qui devaient compléter le sauvetage y renonce..

► **Octobre 2008** : l'adoption du plan Paulson

Georges Bush et Henry Paulson (Secrétaire du Trésor américain) proposent au congrès un plan de rachat des créances pourries des banques pour un total de 700 milliards de dollars en deux ans. Leur plan est rejeté le lundi 29 septembre par la Chambre des représentants. Un texte amendé, portant le total des fonds engagés à 840 milliards de dollars) est accepté par le Sénat le 1er octobre et par la Chambre des représentants le 3 octobre.

Les dirigeants européens affirment rejeter l'idée d'un plan de sauvetage, copie-conforme du plan Paulson, pour les banques européennes. Ce sont aux gouvernements nationaux de s'en charger.

Partout, les rachats de banques se multiplient : Merrill Lynch par Bank of America, Halifax Bank of Scotland par la banque britannique Lloyds TSB. Wells Fargo et Citigroup se disputent le rachat (avec la garantie de l'Etat Fédéral) de la banque Wachovia. La banqueroute de la Washington Mutual permet son rachat par JP Morgan. La banque espagnole Santander rachète la partie (rentable) de la banque britannique Bradford & Bingley, le gouvernement britannique nationalise le restant (les pertes).

Le secteur financier américain a déjà licencié 153 000 salariés en 2007 et 103 000 depuis le début de 2008.

La récession s'étend des Etats-Unis à l'Europe. La France entre, elle-aussi, en récession.

Les annonces pour « réguler » le système bancaire et financier se multiplient mais les propositions concrètes (Autorités fédérales américaines, Commission européenne, G4, Nicolas Sarkozy...) n'ont qu'un souci « rétablir la confiance » et préserver l'autonomie de la finance.

Depuis le début du mois de septembre, partout dans le monde, les indices boursiers s'effondrent ou repartent à la hausse

Au gré de l'annonce de nouvelles faillites ou de celle de nouvelles interventions musclées de l'Etat fédéral américain ou des banques centrales (Réserve Fédérale, Banque Centrale Européenne, Banque d'Angleterre, Banque du Japon) qui offrent des centaines de milliards d'euros de crédit aux banques qui refusent toujours de se prêter entre elles tellement la confiance règne entre elles.

Jean-Jacques Chavigné, le 06/10/2008